Nous utilisons des cookies pour sécuriser votre connexion, faciliter votre navigation et réaliser des statistiques de visites. Pour obtenir plus d'information sur les cookies et comment vous y opposer, [visitez notre page de politique de cookies](#).

[Gérer mes cookies](#)REQUIS
SEULEMENT

ACCEPTER TOUT

CONTEXTE POLITICO-ÉCONOMIQUE

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

La croissance turque a fortement rebondi après l'impact initial de la pandémie, reflétant un secteur privé dynamique et des politiques stimulantes, le pays étant l'un des rares à ne pas plonger dans la récession. La croissance turque a été soutenue en 2022 (+5,5 %) et s'est poursuivie en 2023 grâce à d'importantes mesures de relance préélectorales qui ont stimulé la demande intérieure. Pour l'ensemble de l'année, le FMI a estimé la croissance du PIB à 4 %, la consommation des ménages étant le principal moteur de la croissance, associée à la consommation publique et à l'investissement dynamique dans les machines et les équipements, tandis que la contribution des exportations nettes a été négative. Après les élections locales de mars 2024, la consommation privée devrait moins contribuer à la croissance. En revanche, les dépenses publiques devraient continuer à avoir un impact positif, principalement en raison de la reconstruction après les tremblements de terre de février 2023 (estimée à environ 26 milliards USD) et des dépenses supplémentaires potentielles avant les élections locales. Dans l'ensemble, le FMI prévoit une croissance du PIB d'environ 3 % sur la période de prévision.

La politique budgétaire est restée favorable au cours du premier semestre 2023. Toutefois, à la suite des élections générales et présidentielles de mai, les autorités ont progressivement intensifié la politique monétaire, ce qui a conduit à un doublement du taux directeur de juin à septembre, pour atteindre 30 %. En outre, le gouvernement a procédé à de nombreuses hausses d'impôts substantielles afin d'atténuer le déficit budgétaire important et de financer les dépenses liées à la reconstruction après le tremblement de terre. Le déficit public a été estimé à 6,4 % du PIB en 2023 et devrait rester élevé cette année (4,4 %) avant de diminuer légèrement en 2025 (3,8 %). Malgré un tel déficit, l'important effet boule de neige découlant d'une inflation élevée a contribué à maintenir le ratio dette publique/PIB proche de son niveau de 2022, malgré l'influence de la dépréciation de la lire, bien que la part de la dette libellée en devises étrangères à la fin du mois de juillet soit restée élevée, à 67,1 % (Fitch Ratings). Malgré l'adoption d'une politique plus restrictive, on s'attend à ce que l'inflation (51,2 % en 2023) reste élevée à court terme. Cette situation est attribuée à des facteurs tels que l'inertie de l'inflation, la persistance d'attentes élevées en matière d'inflation et les répercussions de la récente dépréciation de la lire et des augmentations d'impôts. L'ajustement progressif d'une demande intérieure excessive devrait contribuer à une réduction modérée de l'inflation et à l'amélioration progressive des déséquilibres extérieurs.

Selon les estimations du FMI, l'emploi s'est partiellement redressé parallèlement au rebond de l'activité économique, de sorte que le taux de chômage a diminué pour atteindre 9,9 % en 2023, son niveau le plus bas depuis près d'une décennie, et devrait se stabiliser autour de 10 % au cours de la période projetée. Les conditions du marché restent difficiles, en particulier pour les femmes et les jeunes. Les inégalités salariales et l'importance du secteur informel restent des problèmes de longue date. En 2023, le FMI estime le PIB par habitant (PPA) du pays à 41 888 USD, soit 26,4 % de moins que la moyenne de l'UE.

Indicateurs de croissance	2022	2023 (E)	2024 (E)	2025 (E)	2026 (E)
PIB (milliards USD)	905,84	1.154,60	1.340,69	1.402,11	1.454,23
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	5,5	4,0	3,0	3,2	3,2
PIB par habitant (USD)	10.622	13.384	15.368	15.899	16.317

Indicateurs de croissance	2022	2023 (E)	2024 (E)	2025 (E)	2026 (E)
Solde des finances publiques (en % du PIB)	-3,1	-6,4	-4,4	-3,8	-3,7
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	31,7	34,4	31,9	32,2	31,5
Taux d'inflation (%)	n/a	51,2	62,5	52,5	48,1
Taux de chômage (% de la population active)	10,3	9,9	10,1	10,2	10,2
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-48,41	-48,51	-40,10	-39,26	-39,57
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-5,3	-4,2	-3,0	-2,8	-2,7

Source : FMI - World Economic Outlook Database , October 2021

Risque pays

Consultez [l'analyse risque pays](#) proposée par la Coface.

LES PRINCIPAUX SECTEURS ÉCONOMIQUES

Le secteur agricole représente 6,5 % du PIB de la Turquie. Bien qu'il emploie 17 % de la population active, le secteur continue de souffrir d'une faible productivité en raison de la dépendance à l'égard des petites exploitations. Environ 11 % du territoire turc est utilisé comme terre agricole. Le blé est la principale culture du pays, mais la Turquie est le troisième exportateur mondial de tabac et le premier producteur de noisettes (près de 70 % de la production mondiale). La Turquie reste un exportateur net de produits agricoles, mais les importations de bétail augmentent de façon exponentielle pour compenser le déclin du secteur de l'élevage. Les ressources minérales sont abondantes mais sous-exploitées. Selon les dernières estimations de Turkstat, en 2023, la production de céréales a augmenté de 7,4 % par rapport à l'année précédente (pour atteindre 41,5 millions de tonnes), tout comme celle du blé (+10,4 % - 21,8 millions de tonnes), de l'orge (+5,9 % - 9 millions de tonnes) et des fruits, boissons et épices (+2,2 % - 27,4 millions de tonnes).

Le secteur secondaire représente 31,3 % du PIB et emploie 27 % de la main-d'œuvre. L'industrie manufacturière est la principale activité industrielle du pays, représentant 22 % du PIB (Banque mondiale). La construction automobile et le textile sont les fers de lance de l'industrie turque, les autres segments importants étant les produits alimentaires, les métaux de base et les produits métalliques, les produits plastiques, les produits chimiques et les équipements électriques. La Turquie est le cinquième exportateur mondial de textile. Le secteur du fer et de l'acier en Turquie est d'une grande importance pour la performance générale de l'industrie manufacturière en raison de sa capacité de production croissante, de son potentiel d'exportation et des intrants qu'il fournit à d'autres secteurs. En 2022, la valeur des exportations manufacturières de la Turquie a atteint un niveau record de 185,9 milliards USD, représentant 73,1 % des exportations totales.

Le secteur des services a connu une croissance rapide au début des années 2000, culminant à plus de 57 % du PIB en 2009, mais a chuté depuis pour représenter 51,7 % du PIB en 2022, tout en employant 56 % de la main-d'œuvre du pays (Banque mondiale, dernières données disponibles). Le tourisme représente environ 7 % du PIB et constitue une source majeure de devises pour le pays. Bien que le secteur ait été gravement touché par la pandémie de COVID-19, il s'est redressé en 2022, lorsque 45 millions de visiteurs étrangers ont visité le pays, qui a enregistré les recettes touristiques les plus élevées de son histoire, soit 46,3 milliards d'USD (data Invest Turkey). Le secteur bancaire turc est composé de 53 banques : 34 banques de dépôt (dont trois appartiennent à l'État), 13 banques de développement et d'investissement, et 6 banques de participation (Fédération bancaire européenne).

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	17,1	26,5	56,3
Valeur ajoutée (en % du PIB)	6,5	31,9	51,2
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	0,6	0,9	9,7

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Indicateurs monétaires	2016	2017	2018	2019	2020
Livre Turque (TRY) - Taux de change annuel moyen pour 1 USD	3,02	3,65	4,83	5,70	7,01

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

COMMERCE EXTÉRIEUR

L'économie turque est ouverte au commerce extérieur, qui représente 81 % de son PIB (Banque mondiale, dernières données disponibles). L'automobile (8,5 % des exportations totales comprenant les voitures particulières, les véhicules de transport et les accessoires pour véhicules), les huiles de pétrole (5,2 %), le fer et l'acier (1,7 %) sont les principaux produits exportés en 2022, les exportations de machines étant également déterminantes. Les principaux produits importés sont l'or (5,6 %), les huiles de pétrole (5,1 %), les déchets ferreux (2,7 %), le col (2,3 %) et les automobiles (2,2 % - données Comtrade). En 2022, les micro-entreprises de 1 à 9 employés, qui constituent 64,2% des entreprises exportatrices, ont représenté 19,4% des exportations totales. Les petites entreprises (10-49 employés) ont contribué à hauteur de 18,9 % aux exportations, les moyennes entreprises (50-249 employés) ont représenté 19,4 %, et les grandes entreprises (250+ employés) ont détenu une part de 42,3 % (Turkstat).

L'Allemagne (8,3 % de toutes les exportations), les États-Unis (6,6 %), l'Iraq (5,4 %), le Royaume-Uni (5,1 %) et l'Italie (4,9 %) figurent parmi les principales destinations des exportations turques. La Russie (16,2 %), la Chine (11,4 %) et l'Allemagne (6,6 %) étaient les principaux fournisseurs de biens de la Turquie, suivis par la Suisse et les États-Unis (4,2 % chacun - données Comtrade). La Turquie a conclu 23 accords de libre-échange (ALE), dont le tout premier avec l'Espace économique européen en 1991 et le plus récent avec le Royaume-Uni. Les ALE signés avec le Liban, le Qatar, le Soudan et l'Ukraine sont en cours de ratification. Dans le même temps, la Turquie a poursuivi les négociations d'ALE avec le Japon, la Thaïlande et l'Indonésie et va commencer à renégocier les termes de ses accords existants avec la Géorgie, la Malaisie et la Moldavie. En outre, les Émirats arabes unis et la Turquie ont signé une déclaration commune sur l'ouverture de négociations en vue d'un accord bilatéral de commerce et d'investissement.

La structure du commerce turc se caractérise par un déficit important, principalement dû aux importations d'énergie. En outre, comme la plupart de ses exportations sont liées à des importations de produits intermédiaires, semi-finis ou bruts, l'évolution de la balance commerciale est traditionnellement liée à la croissance économique et à la valeur de la lire par rapport au dollar américain. En 2022, les importations de biens de la Turquie ont totalisé 363,7 milliards USD, tandis que la valeur totale des biens exportés a atteint 254,2 milliards USD (+34% et +12,8% d'une année sur l'autre, respectivement - données OMC). Selon l'OMC, les exportations de services en 2022 ont été supérieures aux importations, avec respectivement 90,2 milliards d'USD et 40,4 milliards d'USD. Au total, la balance commerciale est négative de 4 % du PIB (elle était de +0,4 % un an plus tôt - Banque mondiale). Selon les chiffres préliminaires de Turkstat, sur les dix premiers mois de 2023, les exportations se sont élevées à 209,9 milliards USD (+0,2 % sur un an), tandis que les importations ont atteint 303,8 milliards USD (+1,1 %). Sur la même période, un déficit global de 93,9 Mds USD a été constaté, affichant une hausse de 3,2 % par rapport aux dix premiers mois de 2022.

Valeurs du commerce extérieur	2018	2019	2020	2021	2022
Importations de biens (millions USD)	231.152	210.345	219.517	271.426	363.711

Valeurs du commerce extérieur	2018	2019	2020	2021	2022
Exportations de biens (millions USD)	177.169	180.833	169.638	225.214	254.192
Importations de services (millions USD)	28.453	28.657	23.884	29.596	40.413
Exportations de services (millions USD)	59.341	67.217	38.243	61.408	90.285

Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles

Indicateurs du commerce extérieur	2018	2019	2020	2021	2022
Commerce extérieur (en % du PIB)	62,6	62,7	61,0	70,8	80,5
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-40.726	-16.781	-37.874	-29.313	-89.684
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-9.838	21.779	-23.515	2.499	-39.812
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	-6,2	-5,0	6,7	2,4	7,9
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	8,8	4,2	-14,4	24,9	9,1
Importations de biens et services (en % du PIB)	31,4	30,2	32,2	35,5	42,6
Exportations des biens et services (en % du PIB)	31,2	32,5	28,7	35,3	37,9

Source : Banque mondiale ; dernières données disponibles

Prévisions du commerce extérieur	2023	2024 (e)	2025 (e)	2026 (e)	2027 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	-4,1	5,4	1,6	0,4	-0,1
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	20,7	10,0	6,2	3,1	0,1

Source : IMF, World Economic Outlook ; Latest available data

Note : (e) Donnée estimée

La coopération économique internationale

La Turquie est membre des organisations économiques internationales suivantes : G-20, OMC, FMI, Alliance du Pacifique (observateur), OCDE, CCI, entre autres. Pour la liste complète des organisations économiques et autres organisations internationales auxquelles participe la Turquie, cliquez ici. L'adhésion de la Turquie aux organisations internationales est également présentée ici.

Free Trade Agreements

La liste complète et actualisée des accords de libre-échange signés par la Turquie peut être consultée ici.

Principaux pays partenaires

Principaux clients <i>(% des exportations)</i>	2022
Allemagne	8,3%
Etats-Unis	6,6%
Royaume Uni	5,1%
Italie	4,9%
Espagne	3,8%
Voir plus de pays	71,3%

Principaux fournisseurs <i>(% des importations)</i>	2022
Chine	11,4%
Allemagne	6,6%
Suisse	4,2%
Etats-Unis	4,2%
Italie	3,9%
Voir plus de pays	69,7%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

LE CONTEXTE POLITIQUE

Les chefs de gouvernement

Président : Recep Tayyip Erdoğan (depuis août 2014)

Les prochaines élections

Présidentielles : 2028

Législatives : 2028

Le contexte politique actuel

La Turquie a organisé des élections présidentielles et parlementaires le 14 mai 2023. Le Parti de la justice et du développement (AKP) au pouvoir et ses alliés ont remporté la majorité aux élections législatives, mais le président Recep Tayyip Erdoğan n'a pas obtenu la majorité absolue aux élections présidentielles. Un second tour a eu lieu le 28 mai, qu'Erdoğan a remporté de justesse.

Bien que faisant partie de l'OTAN (avec la deuxième plus grande armée de l'Alliance après les États-Unis), le président turc Recep Tayyip Erdogan a essayé de maintenir une position neutre vis-à-vis de la Russie et il y a eu des tensions au sein de l'Alliance lorsque la Turquie s'est opposée aux pourparlers d'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'OTAN. Les objections portaient sur les accusations selon lesquelles les deux pays abritaient des militants kurdes, considérés comme des terroristes par la Turquie. Finalement, le parlement a voté en faveur des demandes d'adhésion des deux pays nordiques.

La Turquie a rétabli ses relations avec les Émirats arabes unis et les deux pays ont signé 13 accords de coopération dans divers secteurs. De plus, Erdogan s'est efforcé de normaliser les relations diplomatiques avec l'Arabie Saoudite. D'autre part, bien que les relations de la Turquie avec Israël se soient améliorées ces dernières années, les deux pays s'étant mis d'accord sur la reprise des liens diplomatiques, les tensions avec le pays juif se sont intensifiées après l'attaque terroriste du Hamas contre Israël et les représailles de ce dernier, Erdogan condamnant sévèrement l'invasion de la bande de Gaza.

Les principaux partis politiques

Les principaux partis politiques représentés au parlement turc sont les suivants :

- Parti de la justice et du développement (AKP) : centre-droit, principal parti au pouvoir, socialement conservateur.
- Parti républicain du peuple (CHP) : centre-gauche, premier parti d'opposition basé sur des valeurs sociales-républicaines.
- Parti de l'égalité et de la démocratie des peuples (DEM) : pro-kurde, gauche-libertaire, anciennement connu sous le nom de Parti des verts et de l'avenir de la gauche.
- Parti démocratique des peuples (HDP) : pro-minorité, gauche, socialiste et démocratique
- Parti du mouvement nationaliste (MHP) : parti nationaliste, allié de l'AKP
- Le bon parti (IYI) : nationaliste, conservateur
- Parti du nouveau bien-être (YRP) : extrême droite, islamiste
- Parti des travailleurs de Turquie (TIP) : socialiste, de gauche à l'extrême gauche.

Le pouvoir exécutif

Le président de la République est le chef de l'État et le chef du gouvernement. Il est élu au suffrage universel direct pour un mandat de cinq ans. Le président a une fonction d'arbitre (promulgation des lois, signature des décrets) et nomme le Conseil des ministres. Il nomme également les organes judiciaires et les autres organes gouvernementaux. Le poste de Premier ministre a été supprimé à la suite du référendum constitutionnel d'avril 2017.

Le pouvoir législatif

Le pouvoir législatif en Turquie est monocaméral. Le Parlement, appelé Grande Assemblée nationale de Turquie, compte 600 sièges et ses membres sont élus au suffrage universel pour cinq ans, selon un système de représentation proportionnelle.

RÉPONSE DU PAYS AU COVID-19

Restrictions de voyage

Regularly updated travel information for all countries with regards to Covid-19 related entry regulations, flight bans, test and vaccines requirements is available on TravelDoc Infopage.

To find information about the current travel regulations, including health requirements, it is also advised to consult Travel Regulations Map provided and updated on a daily basis by IATA.

Restrictions import & export

A general overview of trade restrictions which were adopted by different countries during the COVID-19 pandemic is available on the International Trade Centre's COVID-19 Temporary Trade Measures webpage.

Plan de relance économique

For the general overview of the key economic policy responses to the COVID-19 pandemic (fiscal, monetary and macroeconomic) undertaken by the government of Turkey please consult the country's dedicated section in the IMF's Policy Tracker platform.

Plan de soutien aux entreprises

For an evaluation of impact of the Covid pandemic on SMEs and an inventory of country responses to foster SME resilience, refer to the OECD's SME Covid-19 Policy Responses document.

You can also consult the World Bank's Map of SME-Support Measures in Response to COVID-19.